

## **Pauline Le MONNIER de GOUVILLE**

Maître de conférences en droit privé  
Université Paris Panthéon-Assas  
12, place du Panthéon, 75 231 Paris cedex 05  
pauline.le-monnier-de-gouville@u-paris2.fr  
pauline.lemonnierdegouville@lextenso.fr

### **FORMATION**

---

- Doctorat de Droit privé, Université Paris Panthéon-Assas, D. Rebut (dir.) : « Le juge des libertés et de la détention, Entre présent et avenir ». Mention très honorable, félicitations du jury (2011). Qualification à la maîtrise de conférences (2012).
- Master 2 *Justice et Droit du procès* (dir. Ph. Théry), Université Paris Panthéon-Assas, mention Bien (2004).

### **FONCTIONS UNIVERSITAIRES**

---

- Maître de conférences en droit privé, Université Paris Panthéon-Assas, depuis sept. 2013.
- Directrice des études de l'Institut d'Études Judiciaires Pierre Raynaud, formation CRFPA.
- Membre élue du Conseil National des Universités, depuis 2020 (Section 01, Liste Libertés universitaires).
- Responsable du Parcours Tutorat.

### **RESPONSABILITÉS ÉDITORIALES**

---

- Responsable scientifique de la revue *La Gazette du Palais*, Lextenso, depuis janv. 2020.
- Membre du Comité scientifique de la revue *Les Cahiers de la Justice*, éd. Dalloz-ENM - depuis oct. 2011.
- Membre du Comité scientifique de la revue *Lexbase Pénal*, éd. Lexbase, depuis janv. 2018.

### **AFFILIATIONS**

---

- Membre du Conseil d'Administration de l'Association Française de Droit Pénal.
- Membre du Bureau du Comité International des Pénalistes Francophones.
- Membre fondateur du Club des Métiers du Droit.
- Membre du Comité scientifique de l'Observatoire de la Justice pénale.

### **ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT**

---

#### ➤ 2022/2023

- Université Paris Panthéon-Assas (service et heures supplémentaires) : Cours magistraux (M1 et IEJ), séminaires de Master 2 et IEJ, enseignement numérique (Agorassas) : droit pénal général, procédure pénale, modes alternatifs de règlement des conflits, criminologie, politique criminelle, méthodologie.
- Chargée de cours à l'Université d'Auvergne : séminaire (« La juridictionnalisation de l'enquête de police »), Master 2 Sécurité publique (depuis 2016).
- Chargée de cours à l'Université d'Aix-Marseille : séminaire (« La juridictionnalisation de l'enquête pénale – le juge des libertés et de la détention »), Master 2 Lutte contre l'insécurité (depuis 2018).

#### ➤ Missions d'enseignement à l'étranger

- *Paris-Panthéon-Assas International Law School* de Maurice (dir. A. Mergey) : Criminology (cours en anglais), depuis 2020.
- Faculté de Droit d'Elte Budapest, Introduction au Droit (2016-2022)
- Collège Universitaire Français de St Pétersbourg, Droit des personnes et des biens, nov. 2017.
- Collège Universitaire Français de Moscou, Droit des personnes et des biens, avr. 2016.
- Université Aïn Shams (Le Caire), Droit pénal général, Deuxième année, oct. 2015-2018.
- Université libanaise (Beyrouth), DEA Droit interne et international des affaires (dir. D. Maoula), Mission « Droit pénal des affaires », mai 2014.

- Université Charles de Prague, DU de Droit français (dir. O. de Frouville), Mission « Principes fondamentaux de droit pénal français », avr. 2014.

## **ENCADREMENT D'ÉTUDIANTS ET JURYS DE CONCOURS OU EXAMENS**

---

- Direction de mémoires de Master 2 en droit pénal et procédure pénale.
- Participation au jury du Concours de plaidoirie de l'Université Paris Panthéon-Assas, M1, organisé par É. Verny (2017 ; 2019).
- Participation au jury du Concours Lombois du Concours de plaidoirie de droit pénal international, organisé par B. Aubert et M. Massé, Université de Limoges, févr. 2018.
- Membre des jurys du Certificat d'aptitude à la profession d'avocat (CAPA), à l'EFB, Issy-Les-Moulineaux (jusqu'en 2020).

## **RESPONSABILITÉS ADMINISTRATIVES**

---

- Membre du Conseil UFR Institut d'Études Judiciaires, Université Paris Panthéon-Assas.
- Membre de Comités de sélection / recrutement MCF : Université Aix-Marseille (2019, 2022), Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (2022), Université de Cergy-Pontoise (2019), Université Grenoble-Alpes (2019), Université Paris 8 (2019), Université de Rouen (2017), Université de Clermont-Ferrand (2017), Université Rennes 1 (2016), Université Paris Panthéon-Assas (membre du comité restreint, 2016-2019).

## **ACTIVITÉS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

---

### ➤ **Articles**

#### ***Articles d'ouvrages collectifs (hors actes de colloque, v. infra).***

- « Secret de l'instruction, droit à l'information et présomption d'innocence », in *Information, numérique et innovations, Mélanges de l'école doctorale de droit privé*, T. Bonneau et A. Lepage (dir.), éd. Panthéon-Assas, 2020, vol. 1, p. 397 (environ 104 000 signes).
- « Détention et accès aux soins », in *La santé des personnes vulnérables*, F.-X. Roux-Demare (dir.), LGDJ, Fondation Varenne, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, coll. Colloques et Essais, 2020 (environ 81 000 signes).

#### ***Articles de revues***

- « Le juge des libertés et de la détention au milieu du gué », *Revue Justice Actualités ENM*, à paraître (environ 40 000 signes).
- « Pourquoi la présomption d'innocence continue-t-elle de faire débat ? », *The conversation*, 8 janv. 2023 (environ 15 000 signes), <https://theconversation.com/pourquoi-la-presomption-dinnocence-continue-t-elle-de-faire-debat-193749>
- « Réflexions sur le contrôle des actes d'investigation par le juge des libertés et de la détention », in *Dossier spécial La réforme de la procédure pénale, Lexbase Le Quotidien*, août 2022 (environ 70 000 signes).
- « Écoutes téléphoniques et secret professionnel de l'avocat », in *Dossier spécial Secret professionnel et droits de la défense, Lexbase Pénal*, 29 avr. 2021 (environ 71 000 signes).
- « La mutation du juge des libertés et de la détention », *AJ pén.* mars 2019, p. 131 (environ 29 000 signes).
- « Radicalisés d'office ? », *Lexbase Pénal*, 2019, n° 17 (environ 10 000 signes).

- « Liberté - Égalité - Solidarité », *Lexbase Pénal* 2018, n° 6 (environ 11 000 signes).
- « De la répression vers la prévention. Réflexion sur la politique criminelle antiterroriste », *Les Cahiers de la Justice*, Dalloz-ENM, 2017, n° 2, p. 209 (environ 50 000 signes).
- « De l'usage du standard en procédure pénale », *Revue de Droit d'Assas*, févr. 2014, n° 9 (environ 85 000 signes).
- « Le régime juridique de la géolocalisation : une pierre de plus à la mosaïque processuelle pénale », *Gaz. Pal.* 2014, n° 208-210, p. 4-8 (environ 25 000 signes).
- « Le mariage putatif, ou quand filiation et nationalité s'emmêlent », *AJ fam.* 2012, p. 92 (environ 39 000 signes).
- « Le juge des libertés et de la détention, Entre présent et avenir », *Les Cahiers de la Justice* ENM-Dalloz 2011, n° 4, p. 145 (environ 39 000 signes).

### ***Articles issus d'actes de colloques***

- « Présomption d'innocence et État de droit », in *Changement de l'État de droit*, Actes du colloque organisé par l'Université d'Elte, Budapest, 24 mai 2022, à paraître (environ 51 000 signes).
- « Le contrôle de l'enquête », in *L'enquête*, Actes du colloque organisé par l'Association française de droit administratif (AFDA) et l'Association française de droit pénal (AFDP), Université de Clermont, 2 déc. 2022, à paraître.
- « La Justice pénale et la présomption d'innocence au défi des médias et des réseaux sociaux », table ronde, in *Justices pénales et criminalités du XXI<sup>e</sup> siècle, Colloque du Centenaire de l'Institut de criminologie et de droit pénal*, Université Paris Panthéon-Assas, 30 sept. 2022, Lexisnexis, à paraître. Avec : Mme la Ministre É. Guigou, ancienne Garde des Sceaux, Me B. Ader, avocat au Barreau de Paris, ancien Vice-Bâtonnier de l'ordre, Me V. Borgia, avocate au Barreau de Paris, Co-fondatrice de la Fondation des femmes, M. F. Fouquet, Délégué ministériel à la protection des données, P. Le Monnier de Gouville, Maîtresse de conférences à l'Université Paris-Panthéon-Assas.
- « La captation des audiences, les procès filmés dans la loi du 22 décembre 2021 pour la confiance dans l'institution judiciaire (l'exemple du droit processuel) », in *Justice pénale numérique en France et au Royaume-Uni - L'impact des nouvelles technologies sur les droits de l'homme à la lumière des droits nationaux et européens*, Actes du colloque organisé par l'Université Paris Panthéon-Assas et l'Université de Toulon, 29 nov. 2022, G. Gadbin-Georges et A. Taleb-Karlsson (dir.), 2023, à paraître (environ 50 000 signes).
- « La détention provisoire et la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales », in *Le volet répressif de la loi pour la confiance dans l'institution judiciaire*, Actes du colloque organisé par l'Université de Corse, 4 mars 2022, Y. Carpentier (dir.), Lexisnexis 2023, à paraître (environ 60 000 signes).
- « #MeToo ou la revanche des victimes sur les réseaux sociaux. La justice hors des murs », in *Les infractions sexuelles à l'épreuve du numérique*, Actes du colloque organisé par l'Université Panthéon-Assas et l'Université de Bourgogne, 9 nov. 2021, C. Dubois et P. Le Monnier de Gouville (dir.), Mare et Martin, à paraître (écrit avec la professeure M. Bouchet, environ 80 000 signes).
- « La protection des droits fondamentaux par l'Union européenne », in *La place du droit de l'Union européenne en droit pénal*, Actes du colloque organisé par l'Institut de criminologie et de droit pénal de Paris, Université Paris Panthéon-Assas et la Cour de cassation, 9 juin 2022, *RDA* déc. 2022, n° 24, p. 54 (environ 74 000 signes).

- « L'argument européen devant les juridictions nationales : le contrôle de proportionnalité », in *Europe(s) et Justice pénale, Actes du XXV<sup>ème</sup> Congrès de l'Association française de droit pénal*, Université Aix-Marseille, 7 et 8 oct. 2021, J.-B. Perrier (dir.), Dalloz 2022 (environ 15 000 signes).
- « L'assignation à résidence sous surveillance électronique : une mesure efficace face à la détention provisoire ? », in *Dix ans d'application de la loi pénitentiaire, Actes du Congrès des jeunes pénalistes de l'Association française de droit pénal*, Université de Pau et des Pays de l'Adour, 2 juill. 2021, J.-P. Céré et L. Grégoire, L'Harmattan, coll. Bibliothèques de droit, 2021, p. 173 (environ 63 000 signes).
- « La lutte contre le terrorisme », in *Sécurité humaine et développement socio-environnemental, 9<sup>ème</sup> Congrès international des droits de l'homme*, Actes du Congrès organisé par l'Université fédérale de Tocantins et École supérieure de Juges de Tocantins, Palmas - Brésil, 6/8 nov. 2019, Revue *ESMAT* (Brésil), 2021 (environ 65 000 signes).
- « Le contrôle de la contrainte : Point de vue sur les compétences du juge judiciaire », in *Les mutations du droit applicable à la contrainte*, Actes du colloque Université de Bourgogne et École nationale de la gendarmerie, 26 nov. 2018, A. Cappello, C. Dubois, X. Latour (dir.), L'Harmattan, 2020, p. 127 (contributions croisées avec celle du professeur Y. Laidié : contribution distincte d'environ 73 000 signes).
- « Question prioritaire de constitutionnalité et droit pénal », in *QPC et Droit privé. Bilan des 10 ans de l'introduction de la question prioritaire de constitutionnalité*, Actes du colloque organisé par l'Université Paris Panthéon-Assas, 4 juin 2018, Cl.-M. Peglion-Zika et L. Leveneur (dir.), Dalloz, coll. Thèmes et commentaires, 2020 (environ 90 000 signes).
- « Salles de consommation à moindre risque - Responsabilité(s) et responsabilisation : éclairages juridiques », in *Les salles de consommation à moindre risque*, Actes du colloque Université Rennes 1, 7 et 8 nov. 2017, L. Rousvoal (dir.), *Cahiers du Droit, Sciences et techniques*, 2020, n° 10 (environ 47 000 signes).
- « Réflexions sur le statut du Parquet », in *Les mutations du parquet, Actes du colloque organisé par l'Université d'Auvergne*, 4 oct. 2019, M. Nicolas (dir.), *Lexbase Pénal*, 2019, n° 22 (environ 73 000 signes).
- « L'avenir du dualisme juridictionnel : continuité ou rupture ? L'expérience de l'hospitalisation sans consentement », in *L'avenir du dualisme juridictionnel : continuité ou rupture ?*, Actes du colloque Master 2 Justice et Droit du procès, 30 mars 2018, Université Paris Panthéon-Assas, *Revue de Droit d'Assas*, Lextenso, mai 2019, p. 75 (60 000 signes).
- « La convention judiciaire d'intérêt public au service de la compétitivité internationale de la justice française », in *La lutte contre la corruption*, Actes du 4<sup>e</sup> Congrès international du Comité International des Pénalistes Francophones, Rio de Janeiro, 28/29 sept. 2017, L'Harmattan, janvier 2019 (environ 80 000 signes).
- « Le pouvoir politique et l'indépendance judiciaire », in *La politique et le droit pénal, Actes du colloque organisé par l'Université d'Auvergne*, 28 sept. 2018, É. Raschel et AFDP Les jeunes pénalistes (dir.), *Lexbase Pénal*, 2018, n° 11 (environ 90 000 signes).
- « La responsabilité pénale du dirigeant de la société *in bonis* », in *Les responsabilités du dirigeant*, Actes du colloque Université Franche-Comté, 3 févr. 2017, O. Dexant de Bailliencourt et B. Lapérou-Schneider (dir.), Dalloz, coll. Thèmes et commentaires, 2018 (environ 60 000 signes).
- « Le syndrome du bébé secoué : Repérer et signaler ce type de maltraitance », in *Le syndrome du bébé secoué, la vulnérabilité victimologique par essence. Approche pluridisciplinaire, Actes du colloque Université de Bretagne occidentale*, 14 oct. 2016, F.-X. Roux-Demare (dir.), LGDJ, Fondation Varenne, coll. Colloques et Essais, févr. 2018 (environ 54 000 signes).
- « Quel juge pour l'enquête ? », in *La juridictionnalisation de l'enquête pénale*, Actes du colloque organisé par l'Université Montesquieu Bordeaux IV, O. Décima (dir.), 30 avr. 2014, Cujas, coll. Actes et études, 2015, p. 83 (environ 65 000 signes).

## ➤ Colloques non publiés

- « Présomption (d'innocence) », in *Les mots en procédure : source des maux ?*, Cycle de conférences organisé par le professeur J. Jourdan-Marquès, webinar, durée 1 heure, 15 juin 2022.
- « Libération de la parole et justice pénale », in *Quelles priorités pour la justice ? Colloque des Instituts d'études judiciaires*, organisé par l'ADIEJ et l'Université de Toulon, C. Martello (dir.), 2 juin 2022.
- *Le secret professionnel de l'avocat*, P. Le Monnier de Gouville et J.-B. Perrier (dir.), Université Paris Panthéon-Assas, 15 oct. 2021, Laboratoire de droit privé et de sciences criminelles de l'Université Aix-Marseille et Institut de criminologie et de droit pénal de l'Université Paris Panthéon-Assas ; intervention :
- *Le droit pénal de demain*, Colloque annuel des Master 2 *Criminologie* et Master 2 *Droit pénal et sciences pénales*, P. Morvan (dir.), Université Paris Panthéon-Assas, 9 sept. 2021 ; intervention : « La parole saisie par le droit pénal : parole punissable, parole libérée ».
- *La « loi Schiappa » contre les violences sexuelles et sexistes, deux ans et demi après, où en est-on ?*, C. Hardouin Le Goff et B. Moron-Puech (dir.), Université Paris Panthéon-Assas, 29 janv. 2021 ; intervention : « La lutte contre l'inceste et les autres violences sexuelles sur mineurs ».
- *Les droits fondamentaux en temps de pandémie, 11<sup>ème</sup> Congrès international des droits de l'homme*, organisé par l'Université fédérale de Tocantins et École supérieure de Juges de Tocantins, Palmas - Brésil, à distance, 25 juin 2020 ; intervention : « La procédure pénale en urgence sanitaire ou le confinement de la justice pénale ».
- *Colloque, 24<sup>èmes</sup> rencontres de pédiatrie pratique*, B. Azémar et G. Benoist (dir.), 24 janv. 2020, Palais des Congrès, Paris ; intervention : « L'enfant et les réseaux sociaux ».
- *La justice pénale hors les murs*, É. Verny (dir.), Université Paris Panthéon-Assas, 12 sept. 2019 ; intervention : « Secret de l'instruction, droit à l'information et présomption d'innocence ».
- *Les mutations de la procédure pénale*, A. Hirschelmann et L. Rousvoal (dir.), Université Rennes 1, 25 et 26 avr. 2019 ; intervention : « La contagion des atteintes aux libertés. L'exploitation de fichiers non pénaux à des fins pénales ».
- *La distinction entre les polices administrative et judiciaire a-t-elle encore un sens ?*, D. Thomas-Taillandier et B. Lavergne (dir.), Université de Tours, 19 oct. 2018 ; intervention : « Regards croisés sur les mesures de recherche (visites et perquisitions) ».
- *Évolution des soins sans consentement en psychiatrie : droits du patient vs sécurité*, Éthique Recherche Informatique Enseignement, Groupe Hospitalier Paul Guiraud, 15 févr. 2018 ; intervention : « Le contrôle du juge des libertés et de la détention ».
- Table ronde, Commises d'Office, *La justice d'urgence*, P. Le Monnier de Gouville (dir.), projection du documentaire Commises d'office (réal. O. Barlier ; prod. Melocotons Films et France Télévisions Nouvelles écritures) et conférence-débat en présence des héroïnes et de Me Éolas, Me K. Haeri, Me C. Saint-Palais, Me A. Vey, 9 mai 2017.
- Conférence-débat, *Justice et terrorisme*, R. Badinter et P. Le Monnier de Gouville, 12 déc. 2016, Université Paris Panthéon-Assas.
- Colloque, *Présentation de la loi du 3 juin 2016 renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale*, L. Saenko (dir.), Université Paris Sud Jean Monnet, 29 sept. 2016 ; intervention : « Les droits de la défense dans la loi du 3 juin 2016 ».
- Colloque, *Terrorisme et Droit pénal*, C. Chainais (dir.), Université Paris Panthéon-Assas, 23 mai 2016 ; intervention : « Les moyens juridiques de lutte contre le terrorisme ».

• Colloque, *Confrontations de professionnels et de chercheurs sur les transformations de l'institution judiciaire*, Séminaire Thérond, IHEJ & ENM, 14 mai 2012 ; intervention : « Le juge des libertés et de la détention », confrontation avec Isabelle Rome, JLD à Pontoise.

### ➤ Commentaires d'arrêts et de décisions

- « Libération de la parole et diffamation : le poids des mots dans la balance des intérêts », note sous Cass. civ. 1<sup>e</sup>, 11 mai 2022, n° 21-16156 et n° 21-16497, *Gaz. Pal.*, 12 juill. 2022, p. 14 (24 000 signes).
- « Remontées d'informations et indépendance judiciaire », note sous Cons. const., 14 sept. 2021, n° 2021-927 QPC, *Gaz. Pal.* 16 nov. 2021, n° 428z5, p. 20 (environ 20 000 signes).
- « Le secret de l'enquête face aux reportages et médias télévisés », note sous Cass. crim., 9 mars 2021, n° 20-80.304, *Gaz. Pal.* 11 mai 2021, n° 421t6, p. 22 (environ 20 000 signes).
- « Isolement ou contention dans le cadre des soins psychiatriques sans consentement et contrôle de l'autorité judiciaire », note sous Cons. const., 19 juin 2020, n° 2020-844 QPC, *Gaz. Pal.* 8 sept. 2020, n° 387d9, p. 26 (environ 20 000 signes).
- « La visioconférence dans le viseur du Conseil constitutionnel », note sous Cons. const., 30 avr. 2020, n° 2020-836 QPC, *Gaz. Pal.* 21 juill. 2020, n° 383d7, p. 18 (environ 21 000 signes).
- « Humanité sans frontières », note sous Cass. crim., 26 févr. 2020, n° 19-81.561, *Gaz. Pal.* 12 mai 2020, n° 378t6, p. 16 (environ 20 000 signes).
- « Le délit de solidarité : application du principe de rétroactivité *in mitius* », note sous Cass. crim., 12 décembre 2018, n° 17-85736, *Lexbase Pénal*, 2019, n° 12 (environ 12 000 signes).
- « Loyauté de la preuve et identification du stratagème déloyal », Étude à propos de l'arrêt de la chambre criminelle du 11 juillet 2017, n° 17-80313, *Lexbase Droit privé*, sept. 2017, n° 710 (environ 60 000 signes).

### ➤ Contributions spéciales

- Remise d'une contribution dans le cadre des **États généraux de la justice**, à destination du Groupe *Justice pénale* (sur sollicitation du professeur J.-B. Perrier) et portant sur « Le juge des libertés et de la détention » :
  - Compétences du juge des libertés et de la détention en matière d'enquête et d'instruction (environ 60 000 signes)
  - Propositions (environ 70 000 signes).
- « La revalorisation des fonctions du juge des libertés et de la détention », Contribution demandée par le **Ministère de la Justice**, dans le cadre d'une mission ICSJ, sur sollicitation de Mme S. Zientara-Logeay, janv. 2017 (environ 60 000 signes) ; diffusion interne aux directions du ministère, diffusion sur l'intranet justice.

### ➤ Articles de blog / Articles divers

- « Un siècle après l'affaire *Seznec* : que peut encore faire la Justice ? », *Blog Le Club des juristes*, 14 mars 2018 (environ 8 000 signes).
- « Trois questions sur la création du Parquet National Antiterroriste », *Blog Le Club des juristes*, 9 févr. 2018 (environ 8 000 signes).

- « Trois questions sur le harcèlement sexuel », *Blog Le club des juristes*, 24 nov. 2017 (environ 8 000 signes).
- « Grégoire Korganow. Prisons 67065. À propos de l'exposition à la Maison européenne de la photographie », *Les Cahiers de la Justice*, ENM-Dalloz 2015, n° 3, p. 465 (environ 7 000 signes).
- « Aperçu des méthodes italiennes d'enseignement », *Revue de Droit d'Assas*, oct. 2015, n° 12 (environ 5 000 signes).
- « Le principe de nécessité en droit pénal. À propos de l'ouvrage d'O. Cahn et K. Parrot (dir.), Actes de la journée d'études radicales. Le principe de nécessité en droit pénal. », Cergy-Pontoise, 12 mars 2012, Lextenso, coll. LEJEP, 2013 », *Les Cahiers de la Justice* ENM-Dalloz 2014, n° 3, p. 495 (environ 27 000 signes).
- « La Cour pénale internationale 2002-2012 : regards sur ces dix premières années », Recension de colloque, *Les Cahiers de la justice*, ENM-Dalloz 2013, n° 2, p. 193.
- Contribution au *Dictionnaire de la police et de la justice*, PUF, 2011, v° « La légitime défense ».

## ÉVALUATIONS

---

- Évaluation de thèses dans le cadre du Prix Émile Garçon (Association Française de Droit Pénal), 2018, 2020.
- Évaluation de thèses dans le cadre du Prix de la Recherche ENM, 2017, 2018.
- Évaluation de thèses dans le cadre du Prix de la Société de législation comparée, 2016, 2017.
- Évaluation scientifique de la réponse à un appel à projet : « Manifestations scientifiques pour jeunes chercheurs », Université franco-allemande (UFA), « Séminaire quadrinational de droit pénal comparé », 2019.

## AUDITIONS

---

### Sur la formation des avocats :

- Audition devant la Direction des affaires civiles et du sceau, Ministère de la Justice, devant le Groupe de travail sur la Formation des avocats, S. Clavel et K. Haeri (prés.) : en tant que directrice des études de l'Institut d'Études Judiciaires Pierre Raynaud de l'Université Paris Panthéon-Assas et coordinatrice au niveau national de l'examen d'entrée au C.R.F.P.A.
- Audition devant la Commission sur la réforme de la haute fonction publique, F. Thiriez (prés.) : en tant que représentante de l'Institut d'Études Judiciaires Pierre Raynaud de l'Université Paris Panthéon-Assas ; 16 juill. 2019.

### Sur le juge des libertés et de la détention / procédure pénale :

- Audition devant l'Inspection Générale des Services Judiciaires, Mission d'étude et d'appui à la création de la fonction statutaire du juge des libertés et de la détention, S. Zientara (prés.) ; 18 nov. 2016.

## PARTICIPATION À DES JURYS DE SOUTENANCE DE THÈSE

---

- Soutenance de thèse de M. Gameli Nouwade, *La vindicte populaire et le droit pénal*, J.-B. Perrier (dir.), Université de Clermont Auvergne, 10 déc. 2021.
- Soutenance de thèse de Mme F. Figueira Tonetto, *Pour une suprématie du droit international dans la protection de valeurs intangibles de l'humanité*, D. Rebut (dir.), Université Paris Panthéon-Assas, 17 sept. 2018.
- Soutenance de thèse de Mme A. Tsaki, *L'évolution des politiques urbaines et leurs influences sur la criminalité : regards croisés Algérie-France*, M. Defossez (dir.), Université de Valenciennes, 13 sept. 2018.
- Soutenance de thèse de M. Y. El Mounden, *La réaction sociale à l'égard du criminel dans la pensée d'Enrico Ferri*, E. Verny (dir.), Université Paris Panthéon-Assas, 5 juill. 2018.

## DIRECTION DE THÈSE

---

Myriam Gibelin, *Le juge pénal et l'indemnisation des victimes d'infractions* (depuis le 17 sept. 2020), Université d'Aix-Marseille (codirection de thèse avec M. Sacha Raoult, MCF HDR à l'Université d'Aix-Marseille). Le taux de co-encadrement est de 50 %.

## FORMATIONS JURIDIQUES

---

- Formation juridique ENM, *Le juge des libertés et de la détention*, 10 sept. 2018 et 14 janv. 2019, 10 janv. 2021.
- Formation juridique EDAGO (École des Avocats du Grand Ouest) *Actualité de droit pénal*, Intervention conjointe avec Maître Antoine Vey, Universités d'été, la Baule, 27 août 2020.
- Formation juridique ENM, *La procédure pénale pour les juges de proximité*, A. Gallois (dir.), 13 févr. 2014 ; 13 mars 2015 ; 18 mars 2016 ; 10 mars 2017 ; Intervention : « Le juge de proximité et le droit de la preuve pénale ».
- Formation juridique École Nationale Greffes, *Certificat de procédure pénale*, 22 et 23 juin 2015, Université de Versailles Saint-Quentin en Yvelines.